

Macron veut poursuivre l'immigration actuelle : la vérité sur les chiffres en France et en Allemagne

écrit par Durandurand | 13 mars 2017

Macron veut conserver les mêmes paramètres migratoires et esquive la question du coût de l'immigration

Dans une grande interview au magazine Réforme du 2 mars 2017, Emmanuel Macron a développé sa vision de l'immigration, qu'il ne juge pas massive en France, l'analysant comme un facteur de croissance pour notre économie. Problème : les chiffres des entrées clandestines sont minimisées et le coût des étrangers en France non abordé.

« Il faut regarder les faits. Contrairement à ce que certains disent, nous ne sommes pas aujourd'hui confrontés à une vague d'immigration. Un peu plus de 200.000 titres de séjour ont été octroyés l'année dernière, ce n'est pas un tsunami que nous ne saurions freiner.

Commentaire : ce chiffre est exact, voir ce tableau provenant des chiffres du ministère de l'Intérieur http://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/96061/751033/file/La%20d%C3%A9livrance%20des%20premiers%20titres%20de%20s%C3%A9jour%20en%202015%20-%20R%C3%A9vision%20successives%20des%20donn%C3%A9es%20_%208juillet2016.pdf

« Pas un Tsunami » ? 210 000 est tout de même l'équivalent de la ville de Rennes chaque année, sans compter les 80 000 clandestins déposant une demande d'asile chaque année ! Le site du ministère de l'Intérieur pour 2015 confirme ce chiffre gigantesque « En 2015, 80 075 demandes ont été enregistrées à l'OFPPA ».

Aussi, le nombre des visas touristiques courts séjours n'est pas abordé, alors que leur délivrance aux pays du Maghreb a explosé ces dernières années. Il s'agit pourtant de la principale porte d'entrée de l'immigration clandestine : on entre légalement, et on reste illégalement une fois les trois mois écoulés. Lire notre

article «Forte hausse des visas pour les Marocains (214 000) et les Algériens (332 000) en 2014» selon l'Ined.

Macron veut relativiser (et donc rassurer) en comparant nos 80 000 demandeurs d'asile avec le million deux-cent mille entrés en Allemagne ces trois dernières années : « Ces mouvements migratoires comptent aussi des étudiants, des demandeurs d'asile, dont le nombre a certes un peu augmenté mais dans des proportions qui n'ont rien de comparable à ce que l'on constate chez nos voisins. Le sujet de l'immigration ne devrait donc pas inquiéter la population française» .

Or, a enquêté RFI en avril 2016 « d'après un sondage effectué auprès des migrants arrivés en Allemagne depuis un an, seulement le tiers d'entre eux a suivi une formation professionnelle ou des études de niveau supérieur» . **Plus inquiétant encore, le patronat allemand après avoir commencé par soutenir Angela Merkel a fait machine arrière, se rendant compte de la faible employabilité de ces clandestins,** Ulrich Grillo le président du Medef allemand demande de limiter les flux. La Chancelière allemande, dont l'avenir électoral est menacé par sa politique de porte ouverte, s'inquiète de voir que **sur plus d'un million de réfugiés, seuls 152 ont été recrutés par les sociétés du Dax, dont une centaine, soit les deux tiers, par la seule Deutsche Post (pour trier le courrier).** Seulement 30 000 « migrants » ont trouvé du travail en Allemagne, et la ministre du travail tire la sonnette d'alarme : **Afflux de réfugiés : la ministre du Travail (SPD) d'Angela Merkel s'attend à davantage de chômeurs**

Ce qui n'empêche pas Emmanuel Macron d'affirmer en janvier 2017 : « Je veux saluer ce qu'a fait la chancelière, c'est une fierté et une force pour l'Europe. J'entends des gens confondant tout, déclarant que les réfugiés représentent un risque, ils commettent une erreur politique et morale profonde » (source).

Or la police allemande a révélé les chiffres astronomiques des mises en cause de « migrants » dans les crimes et délits :

Un rapport recensant les crimes et délits commis par les immigrés de janvier à décembre 2015 a été établi par le Bureau pénal fédéral (BKA). Confidentiel et réservé à la police, ce rapport a toutefois été divulgué par le magazine Bild. On notera que les données proviennent seulement de 13 des 16 États qui composent la République fédérale. Selon ces chiffres officiels partiels, les réfugiés (essentiellement Syriens, Afghans et Irakiens) ont commis 92.000 infractions de plus qu'en 2014, dans l'ensemble du pays, portant à 208.000 ce chiffre en 2015. La moitié

des infractions concernent des vols reconnaît même Le Monde. Le nombre de crimes commis par des migrants a donc augmenté de 79% en 2015 par rapport à 2014. Dans le même temps, le nombre de réfugiés a, quant à lui, augmenté de 440%. Dans leurs conclusions, les fonctionnaires mettent en garde contre une « tendance croissante » des terroristes à se mêler à d'authentiques réfugiés (source).

Concernant l'immigration étudiante louée par Macron, les chiffres démontrent qu'il s'agit d'une filière d'immigration durable. Déjà, depuis une circulaire du 15 janvier 2000, les étrangers étudiants en France sont autorisés à s'établir définitivement dans notre pays. Ils sont moins de 40% à décrocher au moins un niveau licence (M1), et 30% arrivent jusqu'à un troisième cycle.

Les dotations de l'état sont perçues par les universités calculées en fonction du nombre d'étudiants qu'elle accueille, et celles-ci jouent sur la variable des étrangers pour conserver leurs budgets. Ainsi, entre 1998 et 2005 le nombre d'étudiants étrangers a fait un bon de 68% pour atteindre 250.000, sans aucun examen de vérification de niveau (271.000 en 2015). L'auteur de ces lignes s'est retrouvé dans le supérieur avec des élèves analphabètes arrivant du Togo ou du Cameroun.

Sur la « chance économique » de l'immigration, le candidat à la présidentielle affirme toujours dans Réforme :

« De surcroît, l'immigration se révèle une chance d'un point économique, culturel, social. Dans toutes les théories de la croissance, elle fait partie des déterminants positifs. Mais à condition de savoir la prendre en charge. Quand on sait les intégrer, les former, les femmes et les hommes renouvellent notre société, lui donnent une impulsion nouvelle, des élans d'inventivité, d'innovation. »

Les conséquences en terme de coûts sont énormes :

- RSA destiné aux étrangers ne travaillant pas : 2,75 Milliards d'euros (chiffre officiel 2012)
- Aide médicale d'état : 739 millions d'euros (2013)
- Allocations familiales aux étrangers : 8,41 Milliards (2012).
- Coût annuel des demandeurs d'asile selon la Cour des comptes : 2 Milliards.
- Etudiants étrangers pris en charge par l'Enseignement supérieur : 3,25 Milliards (seuls 40% atteignent le niveau licence).

Concernant le logement d'urgence des demandeurs d'asile, le 23 décembre 2016, Bernard Cazeneuve a annoncé un appel d'offre pour acheter 5000 places dans des

hôtels supplémentaires, dont le montant s'élève à 297 millions pour la Société Nationale Immobilière filiale de la Caisse des Dépôts. Le nombre de nuitées payées par l'Etat a augmenté de 16,5% en 2015 et pour le premier semestre 2016 de 8%, portant à 41 000 le nombre de nuitées payées par le contribuable quotidiennement, en partie pour des SDF français, mais, en « partie importante » pour les migrants admet Bernard Cazeneuve dans une circulaire de février 2015. **Le coût annuel de 250 millions d'euros va sensiblement augmenter avec le nouveau programme évoqué plus haut.** Lire l'enquête fouillée de Minute dans son numéro du 1er mars.

Joachim Véliocas

Observatoire de l'islamisation

2 mars 2017.

<http://www.polemia.com/macron-veut-conserver-les-memes-parametres-migratoires-et-esquive-la-question-du-cout-de-limmigrationmacron-veut-conserver-les-memes-parametres-migratoires-et-esquive-la-question-du-cout-de-l/>